

SORTIR DES ÉLECTIONS OU DES ÉLECTIONS POUR SORTIR DES CRISES, AFRIQUE CENTRALE, AFRIQUE DE L'EST ET RÉGION DES GRANDS LACS »

Journées organisées par Lam-UPPA Visio-conf : LAM IEP bordeaux, IFRA Nairobi.

6 et 7 juin 2017, PAU

Université de Pau et des Pays de l'Adour Salle du Conseil, bâtiment recherche, Faculté de Droit Gestion et Economie

Les élections, comme point d'entrée d'une analyse générale ou pays, font l'objet d'un débat récurrent depuis plus de 20 ans : à titre d'exemples, les termes avancés en 2004 (Voter en Afrique, Comparaisons et différenciations, de P. Quantin (dir), Logiques politiques, Paris), ou en 2011 par V. Darracq /V. Magnani (« Les élections en Afrique : un mirage démocratique ? », Politique étrangère 2011/4), font écho dans les dernières analyses dont celle de M. Tarif / T. Vircoulon « Transitions politiques, les déboires du modèle de sortie de crise en Afrique », (IFRI, dec 2016) et dans les débats médiatiques (voir le Monde, RFI...). L'année écoulée qui fut un pic électoral, abonde dans cette lecture critique pessimiste qu'entretiennent les inconnues des perspectives pour 2017 : les dysfonctionnements ont pris le pas sur les imperfections, les élections sont porteuses de violence, de crises (post et pré-électorale), d'instabilité et de mauvaise gouvernance, de manipulations et de cristallisation ethnique identitaire, tant et si bien que les fins de règnes politiques font le saut des renouvellements générationnels attendus ou les digèrent... et que les systèmes politiques que les démocratisations devaient dépasser sinon réformer, se reproduisent ou se renouvellent.... Les crises électorales signeraient l'échec, le dévoiement des transitions sous leurs différentes formes nationales, aussi bien pour les régimes que pour les systèmes politiques attendus et espérés (les décompressions autoritaires, les expériences consociatives, de compromis national, de peace building, y compris dans sa forme novatrice avec la ou les sociétés civiles).... en fin de comptes, au-delà des manœuvres politiques des pouvoirs établis, elles témoigneraient du poids des contraintes structurelles et de la pesanteur des drames nationaux que pouvoirs et sociétés n'arriveraient pas à dépasser ou à purger. Tant et si bien que les vieilles critiques réapparaissent sur le cout-risque de la voie démocratique (le mirage, le luxe..... de la démocratie en Afrique), que les explications recourent aux pesanteurs historiques dont les questions sur le leadership et les élites (y compris dans les nouvelles moutures des classes moyennes), sur la culture politique nourris des autoritarismes précoloniaux, coloniaux, néocoloniaux et postcoloniaux.... Ce sont autant de constats et d'analyses, justifiant le réalisme d'une reconnaissance, sinon d'une demande, voire la légitimité, d'une gouvernance autoritaire, mais assortie de performances développementalistes et sécuritaires. Les environnements géopolitiques internationaux (critique de l'occident et de l'universalisme, de la CPI, nouveaux et retour de partenaires), régionaux (organisations

régionales en charge des crises post-électorales) et nationaux (une inflexion autoritaire, « démocratie », dictature soft qui ont renouvelé « modernisé » le contrôle des sociétés entre violence et marketing-communication), se prêtent à une acceptation de ce nouveau cours de l'histoire immédiate, voire à une compréhension-défense des régimes en place. Par ailleurs ces contextes électoraux et ces événements alimentent de nouvelles approches, des lectures critiques, moins systémiques et plus sectorielles sinon factuelles, mesurant le coût des élections, les procédures électorales et de leurs institutions, le rôle et le poids de la société civile, de institutions, des réformes constitutionnelles et des appareils judiciaires ; cet élargissement de l'analyse aux pratiques et appropriations montre l'importance des rituels électoraux voire d'une civilisation électorale (voir dernier POLAF), mais aussi de nouvelles stratégies (usage de l'opinion et usage de la violence, partisans) ; cette mise en perspective historique ciblerait les changements confrontés aux résonances historiques. Le tout dévoile de fortes variations nationales, régionales, les singularités des champs politiques locaux. Comme toujours, le tableau ainsi résumé manque de nuances. D'une part, une certaine Afrique semble échapper à ce renfermement ou à ces logiques (Afrique de l' Ouest-sahélienne, Afrique australe, l'Afrique des pays émergents) mais, il est vrai, à la différence de l'Afrique médiane (Afrique centrale/RGL/Afrique de l'est), qui fera l'objet des journées d'études. D'autre part, des nouveaux acteurs, vecteurs et usages (la ou les sociétés civiles, la question religieuse et le chevauchement du religieux et du politique, les médias, l'opinion publique, la mobilisation et la communication, les partis politiques..), de nouveaux comportements et stratégies, mais aussi de nouvelles représentations et mémoires (rôle des élites, expériences et mémoires politiques...) participent dans chaque champ politique national, au jeu politique d'une façon diverse et singulière, paradoxale (modération, radicalisation).

Enfin l'émergence économique et sociale, à la différence de la situation de rente (pétrolière..) ou de dépendance (financière) ou de chaos économique qui accordent aux pouvoirs établis des marges de manœuvre, offre, offrirait dans certains pays les opportunités d'une réelle transition et alternance (compromis politique, renforcement de l'état de droit, Constitution, ressources nouvelles modifiant les voies-règles des stratégies de la « politique du ventre » ou la tentation du « chaos »), mais aussi les moyens d'un « torno » d'une régulation et d'une stratégie de domination nouvelle de l'opinion publique. Par ailleurs, y compris dans des situations difficiles et des plus radicales, comme ce fut déjà le cas dans les régimes de parti unique, la médiation électorale et la légitimité constitutionnelle apparaît nécessaire, incontournable, un rituel instrumentalisé, il en est de même des Constitutions et d'une opinion publique manipulées. Au regard des deux années écoulées, l'Afrique Médiane pèse dans de telles dynamiques et le cours des événements à venir au Kenya et en RDC en raison de la position géopolitique de ces deux pays, pèsera bien plus encore. Les journées aborderont cette approche-problématique en trois panels ou demi-journées (« les crises pré et post électorales, sortie de crise et sortir des élections », « enjeux politiques, géopolitiques et contraintes logistiques » « leadership et sociétés civiles ») confrontés à une lecture pays (Kenya et RDC), tout en faisant le point sur les actualités politiques et électorales (Congo, Gabon, Rwanda, Burundi, Tanzanie...) selon un plan diachronique (les crises en cours et les crises à venir).

Mardi 6 juin

9h30: Accueil des participants

10h00 – 12h30 : Élections, sortie de crise, sortie des autoritarismes ? vues d'ensemble...

C. Kouvouama, ITEM UPPA, Les élections en Afrique centrale entre pressions internationales et contraintes régionales, locales.

R. Bazenguissa-Ganga, EHESS, Quand le vote ne conduit pas à l'élection du gagnant : sociologie politique du cas congolais et gabonais.

C. Thibon, LAM UPPA, Les nouveaux habits de l'autoritarisme.

T. Vircoulon, IFRI, L'échec annoncé de la démocratisation post-conflit : la trajectoire de la RDC et du Burundi au XXI^{ème} siècle.

14h00 – 17h00 : Élections, sortie de crise, sortie des autoritarismes ? les crises post-électorales, approches pays

Burundi : AC. Courtois, LAM-UPPA , E Ndayisaba, UPPA-UB, État et paysannerie, ville.

Ouganda : Cl. Médard, IRD, V.Golaz, INED , Vote mal acquis: les formes des contestations et de répression après les élections en Ouganda.

Tanzanie : M-A. Fouere, EHESS, De la démocrature à Zanzibar : politique de la rumeur, du secret et de la peur à Zanzibar, M. Chauvin, LAM, Citadinité et citoyenneté électorale. Des lieux aux circulations contre hégémoniques à Zanzibar et en Tanzanie , C. Maingraud Martinaud, LAM, Resserrement autoritaire post-électoral en Tanzanie : retour à la normale ou crise de régime ?

Gabon : F. Masounga, LAM UPPA, Élités et sortie de crise électorale au Gabon . Comment les Élités travaillent à la mise en place du dialogue nationale de 1950 à 1990, G. Nzengue, IRSH-CENAREST, Libreville, Élections présidentielles au Gabon : des crises avortées à la crise réelle, 1993-2016.

Djibouti : L. Jolly, LAM UPPA, Perspectives électorales à Djibouti : une démocratisation sous contrôle ou illusoire ?

Ethiopie : J-N. Bach, Observatoire de la Corne, IFRE Khartoum, Les élections éthiopiennes de 2015 : Une tragédie en trois actes pour l'opposition libérale multinationale.

Mercredi 7 juin

8h30 – 10h00 : Élections, sortie de crise, sortie des autoritarismes ? les crises pré-électorales, approches générales, les nouvelles donnees : études de cas

M. Merino, FRS, Technologies électorales et standards internationaux pour les élections, quels impacts sur les processus en cours en Afrique centrale ?

J-P. Pabanel, consultant Afrique centrale RGL , Les parrainages internationaux et les organisations régionales, la nouvelles donnee géopolitique .

B. Leloup, Professeur de politique internationale, expert auprès de l'ONU et de l'UE, Réflexions sur les dynamiques régionales: témoignage d'un observateur électoral et diplomate onusien.

10h30 – 12h00 : Élections, sortie de crise, sortie des autoritarismes ? Enjeux et inconnues, les crises pré-électorales, approches pays, RDC

G. Gérold, FRS, Faut-il encore organiser des élections en RDC ? Qu'en pensent les Congolais ?

A. Cazenave Piarrot, UPPA, Kivu: lointaines périphéries ou point focal du jeu électoral en RDC ? T.

Vircoulon, IFRI ICG, L'échec annoncé de la démocratisation post-conflit : la trajectoire de la RDC et du Burundi au XXI ème siècle.

14h00 – 17h00 : Élections, sortie de crise, sortie des autoritarismes ? les crises pré-électorales, approches pays, Kenya

S. Mwangi , KU, IFRA, State fragility, democratic failure and the 2017 general elections in kenya.

G.Odhiambo, JOOUST IFRA, Les élections dans les élections, les enjeux et leçons des primaires.

CL. Médard, IRD, Le Kenya entre centralisation et décentralisation de la violence électorale : logiques de contrôle concurrentes et superpositions de pouvoirs ?

C. Katumanga Musembayi, UoN Kenya Elections, Regional Geo-politics and Security Implications?

H. Maupeu, LAM UPPA, Les violences politiques et les élections au Kenya.